

Les créations d'emploi en repli au troisième trimestre

Sur un an, la France a créé 175 100 emplois, soit une baisse de 35 % par rapport à la même période l'an dernier.

15 000

Nombre d'emplois créés au troisième trimestre 2018 dans l'ensemble de l'économie en France

MANON MALHÈRE @ManonMalhere

SOCIAL La dynamique s'essouffle sur le terrain de l'emploi. Si la France reste créatrice de postes pour le quatorzième trimestre consécutif, elle s'éloigne en revanche de plus en plus des résultats records atteints l'an dernier. Entre juillet et septembre, donc juste avant que la crise des « gilets jaunes » commence, 15 000 créations nettes d'emploi ont été enregistrées dans l'économie, portant à 175 100 le nombre de nouveaux postes sur un an, selon les chiffres de l'Insee. On est loin des 269 500 emplois créés sur un an à la même période l'année dernière.

Voire des 326 200 postes comptabilisés sur l'ensemble de 2017!

Concrètement, lors de ce troisième trimestre, les créations ont à nouveau reculé dans la fonction publique (-7 400) en raison de la poursuite de la baisse du nombre de contrats aidés. Dans le secteur privé, qui a créé 22 400 postes, l'emploi est resté solide dans la construction et les services. En revanche, la situation est plus préoccupante pour l'industrie, avec 900 postes en moins par rapport au deuxième trimestre. En outre, l'emploi a significativement reculé dans le secteur tertiaire (-9 600).

Plusieurs raisons expliquent ce ralentissement de l'emploi salarié

avec, en tête de liste, l'affaiblissement de la conjoncture. La croissance a accéléré de 0,4 % entre juillet et septembre après une hausse de seulement 0,2 % aux deux premiers trimestres qui se traduit aujourd'hui, avec un retard habituel de trois à six mois, sur l'emploi salarié. Et elle devrait tourner autour de 1,5 % en 2018, contre 2,3 % en 2017.

Difficultés de recrutement

Sans compter que le mouvement des « gilets jaunes » risque de peser un peu plus. « Si on revoit la croissance à la baisse avec les événements actuels, on pourrait être sur des niveaux de créations d'emploi encore plus faibles qu'envisagés

pour les prochains mois », prévient Bruno Ducoudré, de l'OFCE.

Autre raison avancée: l'impact, de plus en plus faible, des mesures d'allègements de charges sociales prises sous le quinquennat précédent de François Hollande pour dynamiser le marché du travail. « Le pacte de responsabilité et le CICE ont eu beaucoup moins d'effets en 2018 par rapport aux années précédentes », constate ainsi l'économiste keynésien. Les experts citent également l'arrêt fin juin 2017 de la prime à l'embauche aux PME, mise en place en janvier 2016, pour expliquer la baisse tendancielle observée aujourd'hui. « Ces facteurs spécifiques à la France ont pu jouer, mais le ralentissement de

l'emploi est un mouvement plus global et structurel », estime Emmanuel Jessua, directeur des études de l'institut Rexecode.

Pour lui, « la France bute sur des contraintes de capacité de production et des difficultés de recrutement qui sont à des niveaux très élevés », en raison notamment d'un déficit en qualification des individus. Une situation paradoxale alors que le chômage reste élevé, avec un taux stabilisé à 9,1 % de la population active au troisième trimestre. L'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail n'est pourtant pas un phénomène nouveau. Mais il s'est accentué avec la reprise économique. Et pèse in fine sur la croissance... ■